l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | Nº 393 vendredi 19 décembre 1975

DÉFENDRE LA CFDT ET REFUSER LA SUBVERSION PROSOVIÉTIQUE

Le jeudi 18 décembre, des manifestations sont organisées par «l'Union de la gauche», les confédérations CGT et CFDT et les divers groupes trotskystes à la traîne du PCF. Nous appelons non seulement à ne pas participer à cette manifestation mais encore à en dénoncer le contenu fondamental : une opération réactionnaire d'une fraction de la bourgeoisie.

Pourtant nous avons participé à la manifestation du 5 décembre à Paris et nous participerons encore à d'authentiques manifestations de défense de la CFDT.

Pourquoi ?

Cette question, nous appelons tous nos camarades et lecteurs à se la poser en gardant à l'esprit la chronologie des évènements. Et tout d'abord quel est le point de départ de l'actuelle vague d'arrestations pour subversion dans l'armée ? La répression contre un mouvement de masse ? Pas du tout ! Un tel mouvement n'existe pas à l'heure actuelle dans l'armée. Par contre, voici près de deux ans que les sectes trotskystes ont orienté une bonne part de leur activité vers l'armée. Ce qu'ils ont créé ? Quelques comités minoritaires sur une base hostile au nécessaire renforcement de la défense nationale.

C'est alors qu'ils ont édité certains bulletins grossièrement subversifs et nullement révolutionnaires. Ils les ont sortis en se couvrant de la signature CFDT ou bien en utilisant leurs militants infiltrés à des postes de responsabilités, ou bien en abusant la bonne foi de responsables syndicaux locaux.

Cette activité des trotskystes n'a pu se développer que dans le cadre de la campagne de démobilisation et de mensonges du PCF. Celui-ci en effet ne cesse de faire un vaste tapage sur la prétendue détente et sur les soi-disant intentions pacifiques de la clique expansionniste de Moscou. Avec une telle propagande contraire à la réalité, les dirigeants du PCF ne sont-ils pas les principaux responsables de l'égarement objectivement antimilitariste de jeunes de 20 ans ? Car pourquoi faire une défense nationale s'il n'y a que «détente» et «intentions amicales» du côté de l'URSS ? Toute la question est là.

Ayant créé des bulletins antimilitaristes sous le sigle de la CFDT, de façon totalement aventuriste d'ailleurs, sans l'accord de la masse des syndiqués CFDT, les trotskystes ont fourni un prétexte au gouvernement pour tenter d'intimider au passage la CFDT. Perquisitions dans des locaux syndicaux, arrestations de responsables nullement impliqués ne sont pas tolérables et doivent être combattues.

(Suite page 8)

Après les derniers combats à Beyrouth :

Les juifs libanais remercient la Résistance palestinienne

Les habitants «juifs arabes» du quartier Wadi Abou-jemil de Beyrouth ont exprimé leur gratitude à la résistance palestinienne pour la «sollicitude» dont ils ont été l'objet de la part de celle-ci lors des derniers événements dont la capitale libanaise a été le théâtre.

Dans une interview accordée à la radio «La voix de la Palestine», dont le texte a été diffusé mercredi par l'agence «Wafa», les membres de la communauté israélite de Beyrouth «s'inscrivent en faux contre les allégations israéliennes selon lesquelles les juifs arabes du Liban et des autres pays arabes sont persécutés ou font l'objet d'une discrimination».

«De telles allégations sont destinées à tromper l'opinion publique internationale», ont-ils ajouté selon les propos rapportés par l'agence palestinienne d'information.

Un des responsables de la synagogue de Wadi Abou-Jemil a démenti en outre que le lieu de culte ait fait l'objet de déprédations lors des derniers combats. Les habitants du quartier israélite, dans le centre commercial de Beyrouth qui se sont déclarés «juifs libanais», ont récusé «l'aide» que s'est proposée de leur apporter Israël, a poursuivi «Wafa».

Les provisions que nous a fait parvenir la Résistance palestinienne durant les derniers combats alors que notre quartier était englobé dans la zone des affrontements est une «preuve éclatante des sentiments humains qui animent la Révolution palestinienne. Ce fait témoigne aussi de la sincérité de son action visant à créer un État démocratique en Palestine», ont conclu les habitants de Wadi Abou-Jemil.

A L'UNESCO ADOPTION D'UNE RÉSOLUTION ANTISIONISTE

(Information page 8)

Au sommaire

Appel pour un rassemblement national ouvrier . . . . . p. 3

«DOM-TOM» : le Bumidom, une déportation organisée . . . . . p. 4

Vitry : l'action se prépare contre les saisies et les manœuvres du PCF . . . . . p. 2

Paris – Conférence Nord-Sud : bataille autour des commissions spécialisées . . . p.8

A la cité des maronniers à Vitry

ACTION CONTRE LES SAISIES, CONTRE LES MANŒUVRES DU PCF

Dans plusieurs villes de France et aussi à Paris, les chômeurs malgré leurs conditions d'isolés commencent à se réunir et à se mobiliser ; il en est de même pour les endettés, les locataires dans les cités, victimes des surcharges de loyers, d'impôts, etc.

Dans un dernier numéro, nous avions publié un article sur une lutte qui s'engage à la cité des Marronniers de Vitry contre des saisies, où les locataires doivent s'opposer non seulement aux huissiers classiques mais aussi aux représentants du faux parti communiste de Marchais qui tiennent la mairie de Vitry.

Nous avons interviewé plusieurs membres de l'Amicale des locataires de cette cité qui luttent sur une juste position de classe pour défendre les intérêts des locataires contre cette bourgeoisie de droite ou de «gauche» (pour la mairie) qui n'hésite pas, pour leur profit, à réquisitionner les derniers biens que ceux-ci possèdent. Vendredi, plusieurs saisies devraient être effectués dans la cité, les habitants s'y opposeront avec force.

Dans cette interview est dénoncée la tactique du PCF qui, lorsqu'il tenait la direction de l'Amicale, ne visait qu'à s'en servir comme d'un «rabatteur» :

«Leur but n'est pas d'organiser des luttes collectives mais de faire mousser les «zélus» et l'action du PC. Elles appliquent les méthodes de division du PC qui consiste à convoquer les travailleurs séparément à la mairie pour examiner leurs problèmes cas par cas en aidant plus ou moins à la tête du client».

Les membres de l'Amicale expliquent comment ils sont arrivés à isoler les traîtres du PCF, quelles ont été et quelles sont encore leurs tentatives pour récupérer la lutte :

«Manifestement le PC a cherché et cherche toujours à récupérer la combativité en développant l'individualisme, de manière à transformer des locataires actifs en petits bureaucrates qui se placeraient au-dessus de la masse des locataires. Mais jusqu'à présent il n'y est pas arrivé».

Le nombre d'adhérents qui était tombé de 58 en 72 à 8 cartes en 73 est grimpé à 43 en 74 et cette année à plus de 70 sur 120 familles environ. Les membres de l'Amicale expliquent comment ils sont arrivés à redonner confiance aux locataires de la cité :

«Dans le cadre des actions que nous faisons, nous privilégions l'action collective, la lutte de masse des travailleurs habitant la cité. Nous partons du principe que dans la cité comme dans l'usine les ouvriers restent des travailleurs et que seule la lutte de masse paye. Nous cherchons à montrer aux locataires par des actes que l'Amicale est une organisation de lutte à leur service et non au service de la mairie et du PC.»

Comment Doumeng se débarrasse d'un travailleur gênant

Doumeng, rappelons-le, c'est le plus gros actionnaire et le PDG de l'entreprise Sica-Vins Midi Pyrénées de Toulouse, c'est aussi un élu du PCF, maire de Noé et membre fondateur du MODEF. Ce monsieur n'a pas tellement apprécié l'article paru dans l'Humanité rouge No 353 exposant la situation des manutentionnaires de la Sica-Vins. On aurait pu s'en douter ! Il dénonçait les conditions d'embauche (contrats de 3 mois avec possibilités de licenciement à tout moment, sans motif, ni préavis, ni indemnités), les conditions pénibles de travail, les salaires au SMIC, les heures supplémentaires obligatoires à certaines périodes, les menaces de licenciement, la collusion CGT-patron.

Aussi M. Doumeng profite de sa place de gros patron pour rompre le contrat d'un ouvrier suspecté d'avoir écrit l'article, sans autre motif.

Mais les jours précédents son départ, les langues se sont déliées. Un délégué CGT membre du PCF a accompagné l'ouvrier licencié à l'entretien préalable avec le directeur (du PCF également). A cet entretien le délégué n'a cessé de reprendre et d'appuyer les arguments patronaux et révisionnistes du directeur, au point que celui-ci s'en est trouvé gêné.

Par ailleurs, à l'occasion d'une réunion de l'équipe de l'après-midi, en l'absence de l'ouvrier licencié, le directeur a tenté de discréditer le camarade en traitant de mensonges, calomnies, les informations de l'article du journal.

De nombreux travailleurs n'ont pas caché leur indignation et leur colère en apprenant ce licenciement politique. Voilà de quoi sont capables la CGT et le PCF de chez Doumeng. «S'ils viennent au pouvoir ce sera pire qu'avant» disent certains ouvriers.

Il faut dire et écrire ce que font ces gens, là où ils sont patrons, là où ils encadrent les ouvriers dans les syndicats.

Chez Doumeng, comme on le voit, les faux communistes nous montrent comment ils comptent exercer leur pouvoir bourgeois. Mais cela n'empêchera pas la vérité de se dire. Ces dernières semaines encore ils viennent de licencier presque tous les manutentionnaires sans contrat, sauf bien sûr ceux qui sont partis d'eux-mêmes, écœurés par les conditions de travail, les salaires et les manœuvres des révisionnistes.

Correspondant H.R.

2000 PAYSANS A St-BRIEUC CONTRE L'UTILISATION DE LA LOI «ANTICASSEURS»

Vendredi dernier, à Saint-Brieuc dans les Côtes-du-Nord, deux milles paysans du département ont manifesté durant toute l'après-midi dans la cour du tribunal correctionnel, pour protester contre l'inculpation de onze paysans en vertu de la loi fascisante «anticasseurs».

Les paysans protestèrent vigoureusement contre l'intégration de leur exploitation aux grands trusts qui contrôlent les prix et la production, et les exploitent.

La justice reprochait aux onze paysans inculpés d'avoir manifesté violemment contre un aviculteur (producteur de volaille et d'œufs) capitaliste lié aux grands trusts de la région.

Le soir une partie importante des manifestants devait se rassembler près de Saint-Brieuc à Ponts-Neufs pour s'opposer à une reprise de terre par un propriétaire non-paysan à deux petits fermiers ; dans le but d'installer une pépinière. Les paysans ont arraché les arbres et se sont dispersés.

La nouvelle formule de «La Faucille» vient de paraître pour la deuxième quinzaine de décembre.

Ce journal sortira désormais tous les premier et troisième mercredi de chaque mois.

Il comporte de nombreux articles d'actualité sur les luttes paysannes en France et les questions agricoles et alimentaires en France et dans le monde.

Une partie est également consacrée à des articles de synthèses sur ces différents sujets.

Son prix est de 0,70 F. L'abonnement pour un an est jusqu'à présent de 15, 00 F.

Vous pouvez passer vos commandes directement à l'Humanité Rouge, BP 293, 75866 Paris, Cedex 18 en mentionnant «pour La Faucille».

La parole à la classe ouvrière

14 FEVRIER 1976

Appel pour un rassemblement national ouvrier

Depuis le développement puissant et irrésistible de la lutte des peuples et pays du tiers monde contre le colonialisme et le néocolonialisme, contre le racisme, contre l'impérialisme et les prétentions des deux superpuissances à dominer le globe, le monde est en plein bouleversement. La lutte du tiers monde pour un «nouvel ordre économique mondial», les grandes victoires militaires et politiques des peuples d'Indochine, les grands succès remportés par le peuple palestinien, ainsi que les luttes ouvrières dans de nombreux pays capitalistes avancés ont plongé le monde capitaliste occidental et l'empire russe dans une crise sans précédent.

Les conséquences de cette crise dans notre pays ont pour nom : chômage en croissance continuelle, baisse du pouvoir d'achat, exploitation renforcée et répression accrue par laquelle notamment 80 délégués CFDT ont été récemment licenciés suite à des grèves.

Par des actions et des grèves d'une durée généralement longue, des formes d'action inhabituelles qui se sont généralisées comme l'occupation et la séquestration des patrons, la classe ouvrière de notre pays a montré et montrera qu'elle n'entend pas faire les frais de la crise et qu'elle aspire à une société où l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination du profit capitaliste auront disparu : le socialisme.

Pour faire entendre la voix puissante et cette aspiration révolutionnaire du prolétariat de notre pays, français et immigrés étroitement unis, les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien l'Humanité rouge *vous APPELLENT à participer au rassemblement national ouvrier qu'ils organisent le 14 février 1976 de 14 à 24 heures à Paris au Palais de la Mutualité.*

DE NOMBREUX STANDS tenus par des travailleurs de toutes sortes d'entreprises,

– *témoigneront* de la puissante combativité de la classe ouvrière contre le chômage, les licenciements, les bas salaires, les retraites de misère et les accidents du travail ;

– *montreront* que contre le chômage et les licenciements il est possible de *s'organiser pour lutter*, il est possible de vaincre ;

– *briseront* l'isolement dont se plaignent quantité de travailleurs en lutte ;

– *dénonceront faits à l'appui* la nature réactionnaire, contre-révolutionnaire et antiouvrière des dirigeants du PCF qui par leur activité, au sein de la CGT notamment, collaborent à la répression des luttes, divisent la classe ouvrière, et qui par leur fonction dans divers organismes d'État, municipaux ou autres, participent activement à la gestion du capitalisme.

DE NOMBREUX FORUMS de discussion sur les questions liées à la lutte des travailleurs aujourd'hui en France :

– Comment lutter contre le chômage ?

– Quelles revendications exiger et quelles formes de lutte employer aujourd'hui ?

– Le rôle et l'activité des divers syndicats.

– L'unité des travailleurs français et immigrés.

– La solidarité des travailleurs de France avec les luttes des peuples et pays du tiers monde contre l'impérialisme, y compris le nôtre.

– Pourquoi la lutte pour l'instauration du socialisme impose-t-elle aux travailleurs d'agir dès aujourd'hui pour la défense de l'indépendance nationale de la France ?

– La nécessité d'édifier un Parti communiste authentique, un Parti marxiste-léniniste unique, véritable état-major de combat de la classe ouvrière indispensable pour diriger le peuple dans la lutte pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Que partout nos camarades, nos amis, nos lecteurs, tous les ouvriers révolutionnaires mobilisent largement autour d'eux les travailleurs pour qu'ils participent à ce rassemblement national ouvrier. Que partout, dans le plus grand nombre d'entreprises, soit prise en main la préparation de cette journée où, utilisant les possibilités que lui offrent les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien *l'Humanité rouge*, LA CLASSE OUVRIERE POURRA ENFIN VRAIMENT PRENDRE LA PAROLE.

Avec ce premier appel s'ouvre dans nos colonnes une tribune où nous répercuterons les initiatives multiples qui seront prises pour mobiliser largement les travailleurs, et pour préparer, organiser et faire connaître le rassemblement national ouvrier du 14 février 1976.

LA CAMPAGNE DU PCF DANS LES ENTREPRISES

Les travailleurs ne veulent pas des visites des dirigeants du PCF

Dans l'Humanité rouge du 11 septembre, nous expliquions que, dans le cadre de l'offensive «tous azimuts», les grosses légumes révisionnistes ont pris l'habitude de venir faire leurs sermons dans les entreprises. Pour eux l'objectif, c'est de prendre la place du gouvernement actuel ; dans ce but ils cherchent à montrer qu'ils ont l'appui de la classe ouvrière et veulent se présenter comme son représentant légitime. Ils essaient de prouver que tout irait mieux s'ils étaient au pouvoir, qu'ils pourraient résoudre la crise avec l'appui des travailleurs. Leurs tentatives mystificatrices sont vouées à l'échec, disions-nous, et en même temps nous appelions à rejeter les bonzes révisionnistes hors des entreprises.

Depuis, nous pouvons constater qu'effectivement leur entreprise de mystification est un échec, que les travailleurs n'apprécient nullement les manœuvres récupératrices de ces messieurs bonzoffices. Pour cela nous prendrons seulement deux exemples.

Celui du centre de tri PLM à Paris, qui est le plus grand centre de tri de France où sont employées 2 800 personnes. Le député révisionniste – et membre du Comité central du PCF – Fizbin, était venu pour faire son numéro. Outre qu'il n'a pas pu rentrer, ce sont 40 membres du PCF qui s'étaient «mobilisés !» pour le recevoir, et personne d'autre !

L'autre, ça vient de se passer à l'EDF-GDF de Murat-Messine. A ce sujet, les marxistes-léninistes de l'entreprise font le compte-rendu suivant :

Juquin (appelé Juquin «petit lapin» depuis qu'il se fit courser par les étudiants de Nanterre en 1968 alors qu'il venait proposer sa salade) appliquant ses propres consignes, a tenté d'entrer dans l'immeuble des Services centraux de la Direction générale de l'EDF à Paris. La direction s'y est opposée.

Le matin, alors que des membres du PCF distribuaient un tract faisant suite à la grande campagne qu'ils avaient organisée pour la venue d'un de leurs dirigeants, les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge en distribuaient un qui dénonçait les faux défenseurs des libertés et finissait par «Juquin hors d'ici». *Sur le trottoir une inscription à la peinture blanche signée par le PCMLF disait :* «Juquin traître aux travailleurs, traître à la nation – Dehors !». *Voilà qui ne fut pas pour satisfaire les révisionnistes du PCF.*

Juquin arrivant, il ne put rentrer, la direction ayant fermé les portes. Il ne manqua pas de voir les inscriptions du PCMLF. Et ce ne furent qu'environ 60 personnes sur 2 800 qui crièrent mollement «Union, action, programme commun», et se laissèrent repousser sans heurt par une dizaine de flics amusés par ce «ballet». Juquin dut repartir la tête basse regrettant l'absence de la presse ou de la télé afin de grossir un évènement qui sans aucun doute n'eut aucune résonance dans le personnel.

* * *

Le PCF a beau continuer à se prétendre le parti de la classe ouvrière, les faits montrent bien qu'il est de plus en plus rejeté, et que les marxistes-léninistes doivent être à l'offensive pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme et les appeler à rejoindre le seul parti qui défend réellement ses intérêts immédiats et à long terme :
LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE.

«DOM-TOM» :

Le BUMIDOM: Une déportation organisée

A peu de choses près, la situation économique des DOM-TOM offre partout le même et sombre tableau : une agriculture qui piétine et bien souvent régresse, une industrie inexistante, un secteur tertiaire hyperdéveloppé. Cela seul suffit à expliquer la migration des travailleurs antillais et réunionnais vers la métropole ; c'est le chômage généralisé et endémique dans leur patrie qui les contraint ainsi à l'exil. Celui-ci a pris des propositions massives ces 10 dernières années. Selon le recensement de 1954, quelque 15 000 Martiniquais et Guadeloupéens vivaient déjà dans la métropole, à cette époque. En 1972 l'INSEE recensait 172 000 personnes originaires des «DOM», vivant en France. Les organisations de travailleurs antillais et réunionnais contestent ce chiffre, estimé tout à fait insuffisant. D'après elles, le chiffre réel atteindrait 250 000 à 300 000 personnes. Il s'agit donc d'un accroissement énorme de l'émigration en provenance des DOM-TOM.

LES VRAIES RAISONS DE L'ÉMIGRATION

Officiellement, pour expliquer ce phénomène, les autorités coloniales invoquent la «solidarité nationale» qui doit faire échec à la «surpopulation» et au «sous-emploi» de ces régions. «Trop d'hommes sur une terre infeconde et rétive mène à la misère et au désarroi» écrivait Michel Debré. Ce même Debré qui, il y a peu de temps, lançait un solennel appel à la télévision pour attirer l'attention sur la démographie insuffisante de la France, est un ardent propagandiste de la limitation des naissances dans sa circonscription électorale, la Réunion. Deux poids, deux mesures pour la France et pour les DOM ; voilà qui met en pièce l'accusation faite au fort taux de natalité dans les «DOM» d'être le responsable de tous leurs maux. L'intervention du représentant chinois à la Conférence internationale sur la démographie, tenue à Bucarest au cours de l'été 1974, avait déjà magnifiquement démasqué cette thèse impérialiste selon laquelle une importante démographie était la source des malheurs du tiers monde. Une population importante est aussi une richesse avait-il déclaré en substance, car ce ne sont pas seulement des bouches qui consomment mais aussi des têtes qui pensent et des bras qui produisent. La source de guerre ne résulte pas d'un excédent de population des pays pauvres du monde, mais bien de l'agressivité de l'impérialisme. Ce n'est pas la démographie qui est responsable de la guerre en Indochine, ni au Proche-Orient, ni de l'agression armée contre la Tchécoslovaquie, précisait-il.

La France coloniale, elle, s'accroche à cette thèse impérialiste : «Il ne restait donc qu'une formule : prendre acte de ce que la démographie galopante interdit actuellement de faire concorder, aux Antilles comme à la Réunion, les offres et les demandes. Il fallait bien faire jouer la solidarité nationale en permettant aux travailleurs de ces départements qui le demanderaient de venir s'établir en France», osait écrire, le 1er mars 1973, le président du BUMIDOM !

Il ne peut tromper personne par ces affirmations hypocrites. Les vraies raisons de la déportation de dizaines de travailleurs antillais et réunionnais sont autres.

Il s'agit d'abord de «désamorcer» la situation révolutionnaire qui couve dans les colonies françaises, la révolte née de la misère et de l'oppression. C'est ainsi que la jeunesse, la plus prompte à la contestation et à l'action, est la première victime de cette moderne traite d'esclaves : 62 % des émigrés des «DOM-TOM» ont entre 17 et 30 ans.

La seconde raison réside dans la volonté de fournir en main d'œuvre à bon marché les sociétés capitalistes françaises. Dans une déclaration publique, un haut fonctionnaire des «DOM» le reconnaissait avec un tranquille cynisme (Le Monde, 24 juillet 1965) : «Le gouvernement a pris conscience du paradoxe que constituait l'appel aux migrants étrangers (Portugais, Espagnols) alors qu'il dispose d'une véritable réserve antillaise de main d'œuvre.»

La création du BUMIDOM, en 1963, est venue concrétiser cette politique et donner un coup d'accélérateur considérable à la déportation des travailleurs de la métropole. Ce «Bureau pour le développement des migrations en provenance des départements d'outre-mer» est une société d'État placée sous la double tutelle du ministre des Finances et du secrétaire d'État aux «DOM-TOM». Il bénéficie, à ce titre, d'importantes subventions publiques. Il organise chaque année le rackett et la déportation en France d'environ 5 000 personnes au moyen des «antennes» dont il dispose dans chacune des colonies. Ses procédés sont simples : s'adressant à une population tout entière réduite au chômage, il fait miroiter la possibilité d'emplois lucratifs en métropole. Ses plaquettes publicitaires évoquent notamment de façon prometteuse, des «possibilités d'emploi dans les carrières paramédicales». C'est ainsi que pour quelques dizaines d'Antillais et d'Antillaises qui pourront devenir infirmiers, des milliers d'autres se retrouvent garçons ou filles de salles dans les hôpitaux de Paris et de Lyon. Autre méthode alléchante : le voyage aller jusqu'à Paris par avion est offert gracieusement par le BUMIDOM... mais pas le retour ! C'est ainsi que les travailleurs se retrouvent piégés et contraints à rester même quand ils ont découverts l'amère réalité que recouvrent ces promesses.

UN NÉGRIER DES TEMPS MODERNES : LE BUMIDOM

Le BUMIDOM s'est doté d'un service de placement essentiellement en relations avec quelques grandes entreprises privées et des services publics. La main d'œuvre antillaise offre en effet, sur les autres travailleurs immigrés, l'avantage de parler français. Il travaille principalement en liaison avec les grandes firmes automobiles (Peugeot, Simca-Chrysler), Michelin, les PTT, la SNCF, l'administration hospitalière. Sa fonction de négrier est admirablement soulignée par ce détail : le BUMIDOM a le statut juridique de commerçant, et, comme tel, se trouve inscrit au registre du commerce !

Il n'a d'ailleurs pas un monopole dans son activité. Les grandes entreprises allant aussi souvent recruter directement sur place les travailleurs dont elles ont besoin. C'est la cas de Simca-Chrysler à la Réunion, notamment, dont les prospectus publicitaires enchanteurs évoquent le charme du travail à «l'usine parmi les fleurs» de Poissy. La réalité on la connait : un travail d'esclaves à la chaîne, encadré par les gardes-chiourmes de la CFT, pour un salaire inférieur au SMIC.

LES DIRIGEANTS CGT DÉMASQUÉS

Ces «Français comme les autres», comme dit le secrétaire d'État au «DOM-TOM» Stirn, se retrouvent, au même titre que leurs frères étrangers, victimes d'un racisme odieux, y compris de la part des services administratifs qui les emploient. On voit peu d'Antillais aux guichets des PTT. Ils sont légions dans les arrière-salles d'expédition à s'empoussiérer les poumons dans le maniement des sacs postaux. Et, dans le privé, lorsqu'ils se retrouvent à la recherche d'un emploi, ils se retrouvent aussi en butte au péremptoire : «pas de couleurs ici» qui frappe les travailleurs Africains et Arabes.

Ils font aussi, à travers leurs luttes, l'expérience de la CGT française qui a le même visage de trahison de leurs intérêts que ses filiales des «DOM-TOM». Un émigré postier écrivait ainsi dans le journal de l'Association des travailleurs antillais et guyanais :

«Après le fracas d'intervention qui dura trois longues heures, on faillit partir, ne sachant guère plus de la Réunion, si, massivement des camarades n'avaient exigé qu'on porte au vote l'appel qu'avait rédigé une camarade des Chèques postaux. On ne peut guère, malgré tout, se réjouir d'avoir vu apparaître le rayon de démocratie syndicale qui permit le vote, car, au grand mépris de la décision presque unanime, les "dignitaires de la CGT" ont désavoué le contenu de l'appel qui ne faisait que les mettre au pied du mur de leurs responsabilités. Nous pouvons attribuer la convocation de cette réunion à l'approche des élections paritaires, pour lesquelles, une fois de plus, la CGT n'a pas hésité à amuser la galerie afin de s'assurer le soutien des travailleurs antillais.»

De même que, périodiquement, les «antennes» du BUMIDOM sont incendiées dans les colonies lors des manifestations de la colère des masses, de même les directions syndicales traîtres se trouvent chaque jour plus démasquées pour ce qu'elles sont : des ennemies des peuples des DOM-TOM et de leur indépendance.

James Schlesinger reconnaît :

LES IMPERIALISTES U.S. INQUIETS DU RENFORCEMENT DE LEURS RIVAUX SOVIETIQUES

Impérialistes américains et sociaux-impérialistes russes préparent activement une troisième guerre mondiale dont le centre de gravité est l'Europe. Comme le soulignait Lénine la guerre impérialiste pour un repartage du monde est inévitable. Il soulignait que cette guerre éclate lorsque le rapport de forces a changé entre les puissances impérialistes. Celle qui s'est renforcée s'estime lésée et veut conquérir l'hégémonie mondiale. Aujourd'hui c'est ce qui se passe. L'URSS s'est considérablement renforcée et les États-Unis sur la défensive ne veulent pas être distancés. C'est ce qu'exprime à travers des interviews multiples, l'ancien ministre de la Défense, c'est-à-dire de la guerre, James Schlesinger.

M. James Schlesinger, ancien secrétaire à la Défense des États-Unis, limogé le mois dernier par le président Ford, dans une interview à l'hebdomadaire «Le Point», a fait les déclarations suivantes :

«A mon avis (les Soviétiques) ont bel et bien des objectifs potentiellement offensifs. En modifiant le rapport des forces sur le continent, en y acquérant une prépondérance militaire indiscutée, ils comptent retirer toute crédibilité aux forces des alliés occidentaux. Par là ils espèrent, à mon sens, provoquer à terme une désintégration de l'Europe de l'Ouest. Autrement dit, ils veulent, sans combattre, rétablir leur hégémonie de Brest-Litovsk à Brest tout court.»

A propos de la puissance militaire soviétique, J Schlesinger affirme : «Le budget militaire soviétique représente 15 % du PNB (produit national brut) de l'URSS, alors que le nôtre atteint 5 % seulement du PNB des États-Unis. En valeur absolue, l'effort militaire soviétique est supérieur d'environ 45 % à l'effort américain, et l'écart des dépenses s'accroît chaque année. Les Soviétiques ont 4 700 000 hommes sous les armes : deux fois plus que nous. Dans les dernières années leur production d'avions tactiques a dépassé la nôtre de 70 % et ils ont fabriqué quatre fois plus de navires de guerre que les États-Unis. Pour l'équipement des forces terrestres le rapport est de 7 à 8 contre un.»

Interrogé sur l'équilibre des forces entre les États-Unis et l'URSS, l'ancien secrétaire à la Défense déclare : «Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser aux Soviétiques des options, des menaces virtuelles, si vous voulez, que nous ne posséderions pas nous-mêmes. (...) Si l'Union soviétique est un jour en état d'anéantir les bases stratégiques terrestres des États-Unis (par exemple), il faut que les États-Unis, réciproquement, aient la même possibilité vis-à-vis des bases soviétiques.»

Dans une autre interview publiée par «US news and world report», il affirme : «Si la tendance actuelle se poursuit, l'équilibre des forces dans le monde se modifiera au profit de l'Union soviétique.»

Schlesinger a reconnu que, dans le domaine des armes stratégiques, la position américaine à l'heure actuelle n'est «pas mauvaise».

«Mais, a-t-il ajouté, les Soviétiques se sont engagés dans le déploiement le plus massif d'armes stratégiques modernisées qu'on ait jamais connu. Si nous ne réagissons pas d'une manière appropriée d'ici 1980, ils auront sur les États-Unis un avantage stratégique.»

Pendant ce temps Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, convoquait ces jours-ci au Kremlin ses homologues des 6 pays est-européens, membres du Comecon. L'agence Tass est restée évasive sur le contenu de cette entrevue, se contentant d'indiquer qu'elle avait pour objet de «discuter de certains problèmes d'actualité d'intérêt commun de la situation internationale et de l'Europe».

Les «Izvestia», organe officiel du gouvernement social-impérialiste, faisaient preuve de moins de mystère en attaquant très violemment la volonté des dirigeants de l'OTAN d'augmenter la puissance militaire du bloc occidental pour tenter de rééquilibrer ses forces face à l'avantage considérable pris par l'URSS. La «Pravda» de son côté se livre à de grossières ingérences dans les affaires françaises en critiquant le soutien français à l'eurogroupe qualifié d'«appât de l'OTAN pour attirer la France».

La vérité c'est que l'URSS ne supporte pas que ses clameurs sur la «détente» laissent de plus en plus de pays sceptiques sur ses intentions réelles et que de plus en plus de bouches s'ouvrent pour faire part de leur inquiétude croissante devant le déséquilibre manifeste des forces dans le monde en sa faveur.

POUR LES FETES OFFREZ OU OFFREZ-VOUS

Un livre unique, passionnant, documenté,
indispensable pour comprendre la dégénérescence du PCF :
LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PCF
par Jacques JURQUET
Deux volumes parus

Tome I : 18,00 F — Tome II : 45,00 F — En vente à la librairie :
«Les Herbes sauvages» 70 Rue de Belleville, Paris 20ème ou sur commande à E-100

PÉROU : LES OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE NORD-SUD

A son départ pour Paris, le ministre péruvien des Affaires étrangères a réaffirmé l'adhésion de son pays à la politique de non-alignement, d'anti-impérialisme et d'anticolonialisme.

«Nous estimons que l'actuel ordre économique international est injuste, a-t-il déclaré, et, en ce sens, l'objectif primordial de la Conférence de Paris est d'établir un nouvel ordre du monde. Les pays du tiers monde participant à la conférence doivent pour cela adopter une attitude concertée. La conférence doit se baser sur les accords adoptés par les conférences internationales précédentes, tels que l'accord de la conférence de Dakar sur les matières premières et le programme d'action de la conférence de Lima des ministres des Affaires étrangères des pays non alignés.

▼

ANGOLA : DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT FNLA-UNITA

Le gouvernement de coalition FNLA-UNITA est «disposé à accepter la venue en Angola d'une "commission d'enquête" de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) si cela est proposé», a déclaré M. Hendrik Vaal Neto, ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement. Il doit se rendre ces jours prochains à Addis-Abeba pour préparer avec ses collègues africains le prochain sommet de l'OUA consacré à la question de l'Angola.

▼

SAHARA OCCIDENTAL : CENTAINES D'ARRESTATIONS A EL AYOUNE

M. Jouli Ould Nan, ancien représentant du Sahara «espagnol» aux Cortès, a affirmé, lors de son arrivée à Alger en compagnie d'une délégation de 85 notables sahraouis récemment ralliés au F.POLISARIO, que les troupes marocaines créaient dans la capitale, El Ayoune, un véritable climat de terreur.

«Cinq cents personnes, en grande majorité des femmes et des enfants, ont été arrêtées et emprisonnées à El Ayoune, dans le quartier populaire de Zemla», a-t-il déclaré. «Les personnes emprisonnées sont soumises à la torture lorsqu'elles ne sont pas simplement assassinées.»

▼

CHINE : UN CINQUIEME SATELLITE

Pour la troisième fois cette année, la République populaire de Chine vient de lancer un nouveau satellite artificiel le mardi 16 décembre.

Dans des délais records par rapport aux autres puissances spatiales, six ans seulement après avoir lancé son premier satellite, la Chine, ne s'appuyant que sur ses propres forces, était capable de ramener avec succès sur la terre son dernier satellite artificiel.

La mise en orbite de tels engins suppose la possession de fusées de forte puissance, ce qui fait grimacer ceux, en premier lieu les nouveaux tsars du Kremlin, qui rêvent de mettre la patte sur la Chine, ces puissants vecteurs pouvant également être utilisés à des fins militaires, lui permettant de riposter efficacement à toute agression.

DEUX FACONS D'ENVISAGER LA POLLUTION

En Chine on l'élimine :

L'exemple d'une usine de produits chimiques dans la Chine du Nord-Est.

Autour d'une usine de produits chimiques, dans le nord-est de la Chine, les arbres sont abondants et touffus et l'air y est limpide. Il s'agit là du résultat de la lutte menée par les ouvriers contre la pollution.

L'usine de produits chimiques de Chenyang, de la province du Liaoning, produit du chlore et de la soude caustique par électrolyse du sel. Chaque jour, elle traite plus de 300 t. de sel et déverse 40 à 50 000 t. d'eaux résiduaires, du gaz en quantité et des scories. Cependant aujourd'hui, ses 11 cheminées ne crachent plus de fumées noires et les scories ont été réduites de 12 800 t. par an à 215 t. Les eaux résiduaires sont traitées pour l'essentiel et les substances nuisibles qu'elles contiennent ont considérablement diminué.

La première bataille déclenchée par l'usine contre la pollution fut d'éliminer la fumée et la poussière. Dans l'atelier des chaudières, deux grandes cheminées crachaient auparavant une moyenne de 200 000 m3 de fumées noires par heure. Pour résoudre ce problème, l'usine a formé un groupe d'étude de triple union composé de dirigeants, d'ouvriers et de techniciens. Au bout de six mois d'efforts, en mobilisant les masses, ce groupe, après mille calculs et des centaines d'expériences, a fini par améliorer la méthode opérationnelle. Le groupe a même fabriqué un appareil d'alerte contre la fumée et la poussière : grâce à leur élimination, la consommation de vapeur a diminué de 5,5 kg et la capacité des chaudières s'est élevée de 25 %.

La direction de l'usine a popularisé cette expérience de l'atelier des chaudières, et six mois après, les onze cheminées de toute l'usine n'ont plus dégagé de fumées noires.

L'atelier de chlorure de chaux était un atelier gravement pollué par le gaz de chlore. La tour de chlorure de chaux, haute de 22 m, sur une surface de 120 m2, installation arriérée des années 30, dégageait 20 kg de gaz de chlore par heure. Durant la Grande Révolution culturelle, les ouvriers ont rénové la vieille installation et après des essais répétés, avec le soutien du Comité du parti, ils ont fini par mettre au point en août 72 une série de machines qui n'occupent plus qu'une surface de 12 m2 et ne dégagent pas de gaz résiduaire. Après la mise en production de ces machines, la production annuelle est passée de 3 000 à 6 500 t.

C'est ainsi qu'avec un investissement de 2 millions de yuans, l'usine a adopté de nouvelles technologies et liquide pour l'essentiel la pollution. Maintenant, les produits chimiques et matières premières fabriqués par cette usine, grâce à l'utilisation intégrale, ont atteint 21 variétés qui créent chaque année pour l'État une valeur de 1 300 000 yuans. Les «trois déchets» (eau, liquide et scories) rejetés chaque année par l'usine ont diminué de plus de 90 %.

A présent, la production de cette usine connaît un développement considérable. Les produits principaux ont accusé une augmentation de 100 à 600 %. La valeur globale annuelle a été multipliée par 120 par rapport au début de la Libération.

LES BOUES JAUNES DE LA BAIE DE SEINE LA JUSTICE AUTORISE LES PATRONS A LES DEVERSER DE NOUVEAU AU LARGE DU HAVRE

Depuis plusieurs mois, les marins pêcheurs de la baie de Seine, ainsi que des riverains de certaines usines polluantes de la région de Rouen, ont engagé la lutte pour faire interdire à la direction des usines «Azote-Produits chimiques» et «Rhône-Poulenc», le déversement dans la Manche de phosphogypse – produit chimique toxique pour l'homme et la flore.

Un jugement du tribunal administratif de Rouen leur avait donné gain de cause ; mais celui-ci fut remis en question par les patrons des usines concernées qui jouèrent alors le chantage aux licenciements – 5 000 ouvriers menacés.

On apprenait alors mardi que la cour d'appel de Rouen «a mis à néant» l'ordonnance du juge des Référés du tribunal civil du Havre autorisant la saisie du phosphogypse qui aurait pu être embarqué sur des barges en vue de déversement en Baie de Seine.

Cet arrêt intervient six jours après l'ordonnance du président de la section contentieuse du conseil d'État mettant fin à titre provisoire au jugement du tribunal administratif de Rouen qui s'opposait à ces déversements.

A l'annonce de cette nouvelle, les marins pêcheurs ne tarderont pas à s'engager dans une nouvelle bataille, contre les patrons pollueurs.

LUTTE ENTRE DEUX LIGNES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS POPULAIRES FAMILIALES (CNAPF)

Les Associations populaires familiales regroupent 38 000 adhérents dans toute la France. Réunies à leur création (1952) sur la base de familles ouvrières anticapitalistes, elles n'ont cessé d'évoluer pour devenir, lors du Congrès de 1972 et de l'Assemblée générale de 1973 un ***syndicat familial et du cadre de vie*** anticapitaliste.

Un nouveau pas vient d'être franchi dans cette Assemblée générale : le rapport d'orientation pour un ***syndicat du cadre de vie*** a été largement approuvé par 61 % des adhérents.

Pour ces 61 % la réalité c'est que la classe ouvrière est exploitée de deux façons : sur son lieu de travail où le patron tire le maximum de profit sur le dos des travailleurs, mais aussi dans les quartiers, sur le cadre de vie, où les acquis obtenus par la lutte dans les entreprises sont récupérés par la bourgeoisie, par l'exploitation capitaliste en matière de logement, santé, école, consommation...

C'est pourquoi il nous semble indispensable de nous battre sur les deux terrains d'exploitation : à l'organisation syndicale dans les entreprises doit correspondre une organisation syndicale des travailleurs dans les quartiers. Il faut attaquer le capitalisme sur les deux fronts.

A l'action parcellaire des comités logements, parents, consommateurs... qui se disent apolitiques, et ne mettent, en aucune façon, en cause l'organisation capitaliste de la société, nous opposons le syndicalisme de classe et de masse des usagers et consommateurs de la classe ouvrière, anticapitaliste et qui se bat pour le socialisme.

En situant leur lutte dans la lutte classe contre classe, les APF ne trouvent plus leur place dans le domaine trop réservé du familialisme... Car c'est parce qu'ils appartiennent à la classe ouvrière que les travailleurs sont exploités sur les quartiers et non parce qu'ils vivent en famille. Leur lutte et leur organisation syndicale doivent donc traduire cette réalité de lutte de classe, la famille n'étant qu'un élément parmi d'autres de leur exploitation.

C'est pourquoi il a été décidé, lors de cette assemblée générale, que la Confédération des APF quitte l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Les APF locales continuent, elles, le processus de retrait des UDAF, déjà réalisé pour beaucoup. Car UNAF et UDAF c'est l'expression univoque (une seule voix) de l'ensemble des catégories sociales, rassemblées dans divers groupes familiaux, c'est-à-dire toutes classes confondues et donc accord sur le plus petit dénominateur commun: la famille.

Les 39 % d'opposants notamment la Loire, l'Oise et surtout le Bas-Rhin (26 %) qui regroupent leurs adhérents par des groupements d'achat, coopératives, maisons familiales de vacances et différents services gestionnaires, etc. ***refusent*** cette évolution. Pour eux il y a double réalité : la famille ouvrière et les problèmes du cadre de vie, la lutte sur le quartier doit se situer et rester dans le cadre familial. Ils refusent de ***faire le choix entre famille et classe ouvrière***. Ils refusent la lutte classe contre classe.

Les blocages systématiques de ces «familialistes» n'ont pas permis que les orientations définies dans le rapport et adoptées en assemblée générale se traduisent dans les statuts : changement de sigle... (il faut la majorité des 2/3). Une assemblée statutaire est prévue en juin pour résoudre les contradictions et permettre aux APF d'avancer et de se transformer en un syndicat de masse et de classe. Cette nouvelle étape n'est que l'aboutissement d'une réflexion à la base, elle traduit la volonté d'adapter les structures et les méthodes d'«action de l'organisation à une ***réalité déjà vécue*** par la majorité des militants de base.

Correspondance

25 MILLIONS POUR LE 15 JANVIER

LES OUVRIERS MARXISTES-LÉNINISTES DE «RHONE-POULENC» (Vitry) LANCENT UN APPEL A LEURS CAMARADES DE TRAVAIL

Les ouvriers marxistes-léninistes de l'usine «Rhône-Poulenc» à Vitry (banlieue parisienne) ont décidé de répondre sans tarder à l'appel de l'Humanité Rouge pour 25 millions d'ici au 15 janvier 1976. Selon leur habitude ces camarades ont appliqué le juste principe de s'appuyer avant tout sur les masses. A cet égard ils organisent actuellement une souscription sous diverses formes (collectes, vente de calendrier et cartes postales...) parmi les ouvriers. Voici ce qu'ils disent aux travailleurs de l'entreprise pour les encourager à soutenir le journal de leur classe, la classe ouvrière.

Cela fait maintenant 7 ans que le journal l'Humanité rouge existe. Début 69, quelques mois après l'interdiction par le pouvoir du Parti communiste marxiste-léniniste de France, et de son journal l'Humanité nouvelle qui continuent le combat de façon clandestine, le premier numéro de l'Humanité rouge prenait la relève.

La lutte pour une presse révolutionnaire, indépendante du capital, fidèle aux enseignements immortels du marxisme-léninisme, contrairement à l'Humanité du PCF dégénéré en parti bourgeois, est une lutte difficile qui demande de la patience, de la ténacité, de l'audace et le soutien persévérant des travailleurs pour qui, par qui et au service de qui elle est menée.

Depuis 69, que de chemin parcouru ! Longtemps hebdomadaire, la diffusion de notre journal s'est développée parallèlement au développement de l'implantation et de l'audience des militants marxistes-léninistes dans les entreprises, dans les quartiers ouvriers, dans le cadre des luttes qui opposent partout la classe ouvrière à la classe des patrons et leurs serviteurs.

L'an dernier, la décision était prise, pour faire du journal une arme plus efficace au service de la lutte des travailleurs, de sortir l'Humanité rouge quotidien.

Après de nombreuses étapes parcourues avec audace mais sans précipitation : sortie 3 fois par semaine, format 4 pages, sortie quotidienne depuis le 1er mai, puis format 8 pages, puis expérience de diffusion dans 300 kiosques parisiens exclusivement, nous sommes en mesure maintenant d'atteindre le but fixé :

Un quotidien de format «normal» en vente dans les kiosques sur tout le territoire. Ceci n'a été possible que grâce à l'augmentation régulière du nombre des lecteurs et au soutien matériel de milliers de travailleurs.

C'EST UN NOUVEL APPEL que nous lançons aux travailleurs de Rhône-Poulenc qui approuvent l'activité de nos militants dont deux d'ailleurs viennent d'être licenciés, ou qui tout simplement approuvent nos efforts pour édifier une presse indépendante de la publicité bourgeoise sans partager l'intégralité de nos points de vue. Demain et après-demain, nous organiserons des collectes aux portes de l'entreprise.

Demain à la cantine de 12h à 13h : vente de calendriers à thèmes révolutionnaires, souscrivez nombreux !

A offrir pour les fêtes de fin d'année

Album des peintres paysans, 70 reproductions ..... 10,00 F
10 reproductions des peintres paysans (70 x 53,5) ..... 20,00 F
Les peintures murales des Hans jusqu'aux Tang
Album d'art, 96 reproductions ..... 90,00 F
L'Albanie archéologique ..... 40,00 F
Papiers découpés (thèmes : enfants, animaux, pandas)
5 pochettes ..... 15,00 F

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE. Réalités et perspectives
réalisée pour le XXéme anniversaire du 1er Novembre 1954, trés nombreuses et magnifiques photos-couleurs, 260 pages, quelques chapitres :

1- La résistance du peuple algérien 1830-1962
2- La consolidation de l'indépendance nationale,
5- La révolution agraire,
6- La révolution industrielle,
7- La révolution culturelle,
9- L'Algérie dans le monde.

L'album ..... 42,00 F

TROIS EXCELLENTS DISQUES CHINOIS
dans les plus récents
Airs révolutionnaires contemporains joués sur des instruments traditionnels (vents, percussions, cheng, flûte de bambou, erhu, soua, tatung...)
– Fischermen's triumphant song (instrumental),
– Going to Shaoshan in the rays on the morning sun (instrumental),
– Ambush from all sides (instrumental).
Les 3 disques - 33 tours - 2,5 cm ..... 40,00 F

A commander à E-100, 24 Rue Phillipe de Girard, 75010 Paris. Tél. 202-87-05
Ou à acheter dans les librairies :
LES HERBES SAUVAGES
70 Rue de Belleville
75020 Paris

LA FORCE DU LIVRE
33 Rue René Leynaud
69001 Lyon

LE SEL DE LA TERRE
14 Rue maréchal Foch
Saint-Brieuc

RENNES, VENDREDI 19 DÉCEMBRE AU SOIR
SALLE DE LA CITÉ
LA PAROLE AU F.R.A.P.
Meeting organisé à l'appel de :
PCR (m-l), PCMLF, Humanité Rouge et JCMLF

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 — La Source

PARIS : CONFÉRENCE NORD-SUD
BATAILLE AUTOUR DE LA DÉFINITION DES COMMISSIONS SPÉCIALISÉES

Engagé sur un ton conciliant, le dialogue pays pauvres-pays riches n'en reste pas moins ferme entre pays du tiers monde et pays industrialisés. Au cours de la seconde journée des travaux de la conférence, mercredi, les délégués du tiers monde ont répondu aux discours prononcés par les pays industrialisés, en particulier par le secrétaire d'État américain Kissinger. Ce dernier avait critiqué la hausse du coût du pétrole, rendant les pays producteurs responsables de la récession et de l'inflation.

Les représentants algérien et iranien lui ont vertement répliqué. M. Bouteflika, ministre des Affaires étrangères algérien a notamment affirmé qu'il est «injuste, à propos du prix du pétrole, d'ériger en postulat des contre-vérités notoires», et qu'il serait dangereux pour le bon déroulement de la conférence de vouloir essayer de discuter du seul prix du pétrole. C'est d'abord aux pays nantis, a-t-il développé, qu'il appartient de «faire des concessions afin de répondre aux exigences qu'implique la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial.»

De son côté le ministre iranien de l'Intérieur a affirmé que la responsabilité de la crise en Occident et dans le monde incombe en fait à «l'échec des politiques fiscales et monétaires suivies dans certains pays industrialisés». Il a souligné que la hausse du prix du pétrole a, au contraire épargné au monde une crise de l'énergie beaucoup plus sérieuse en évitant un épuisement rapide des ressources mondiales de pétrole. Le ministre iranien a également mis l'accent sur les efforts faits par l'OPEP pour aider les pays en voie de développement les plus pauvres, et rappelé que les pays pétroliers ont affecté 2,6 % de leur Produit National Brut à cette aide en 1974, contre 0,3 % pour les pays industrialisés. «Attribuer les difficultés du monde aux décisions de l'OPEP n'est pas seulement peu convaincant», a-t-il conclu, «mais ne peut avoir qu'une influence négative sur ce dialogue qui, s'il doit être un succès, doit s'ouvrir dans un esprit de bonne volonté et de respect mutuel.»

Dans la soirée, l'Algérie soulevait la question de la définition du rôle des quatre commissions – Énergie, Matières premières, Développement et Questions financières – qui poursuivront les travaux, au-delà de l'actuelle session, pour préparer la prochaine rencontre au sommet qui interviendra dans le courant de l'année 76. Les pays industrialisés ne veulent pas, pour l'instant, entendre parler de définir de façon précise le rôle et les tâches des commissions spécialisées et revendiquent de laisser les experts qui les composeront fixer eux-mêmes leur cadre de travail. L'Algérie et les pays en voie de développement souhaitent au contraire que la Conférence des ministres leur attribue un mandat précis afin d'avoir l'assurance que leurs principales revendications seront bien examinées au cours de ce dialogue. Les deux groupes de pays se concertent désormais sur ce problème avant d'aborder une nouvelle phase de la discussion.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Mais faut-il oublier pour autant la responsabilité primordiale et écrasante du PCF et des trotskystes et aller à leurs côtés, aux côtés de ces forces prosoviétiques protester contre l'attaque anti-CFDT ?

Ce ne serait ni plus ni moins qu'une mystification de la classe ouvrière et du peuple et nous nous y refuserons toujours. C'est pourquoi nous disons *oui à la défense de la CFDT* et *non à la subversion prosoviétique*. Ces mots d'ordre vont de pair. C'est la seule voie juste sur laquelle mobiliser les travailleurs au sein de la CFDT comme dans tout le pays.

D'ailleurs ceux qui tout en se réclamant du marxisme-léninisme se laissent prendre au piège du démocratisme et de l'humanisme petit-bourgeois et ne dénoncent pas les trotskystes, feraient bien de se souvenir que ces trotskystes, eux, applaudirent à deux mains à l'emprisonnement des «maoïstes» portugais.

Il faut aujourd'hui être à l'offensive pour défendre la CFDT, c'est-à-dire combattre les perquisitions dans des locaux syndicaux et l'arrestation de responsables nullement impliqués, et en désigner les principaux responsables : les dirigeants du PCF et des groupes trotskystes.

UNESCO :
ADOPTION D'UNE RÉSOLUTION CONTRE LE SIONISME-RACISME

La résolution adoptée mercredi soir par une conférence spécialisée de l'Unesco et qui inclut le sionisme dans les formes de racisme devant être combattues par les mass-média, a été adoptée par 36 voix contre 22 (dont les pays de la Communauté économique européenne et les États-Unis) et 7 abstentions dont le Japon.

Le texte, qui avait été proposé par la Yougoslavie en accord avec l'OLP et les pays arabes, stipule que les principes des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU soient appliquées par les mass-média des États membres de l'Unesco.

Le texte rappelle ces trois résolutions : 1904, 3151 et 3379 des Nations unies, c'est-à-dire les résolutions sur la discrimination raciale, l'alliance contre l'apartheid et le sionisme et celle du 10 novembre 1975 considérant «le sionisme comme une forme de racisme et de discrimination raciale».

Au cours du débat qui a eu lieu mercredi après-midi, le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a déclaré :

«Nous sommes pleinement conscients de la complexité du problème juif mais le sionisme, en tant qu'instrument idéologique de la politique d'israël, et le fâcheux amalgame fait délibérément entre le sionisme politique et le judaïsme, rend cette question encore plus complexe. Cependant, pour nous, toute accumulation de pressions sur l'État d'Israël afin qu'il évacue les territoires arabes occupés et qu'il se plie à toute résolution des Nations unies concernant la question palestinienne ne peut être qu'au seul service de la paix que nous cherchons tous et qui ne peut être réalisée qu'avec la reconnaissance des pleins droits du peuple palestinien.»

RETOUR A PHNOM PENH DE CAMBODGIENS DE PARIS

Un premier départ d'une quarantaine de Cambodgiens résidant en France, a quitté l'aérodrome de Roissy, mercredi soir, pour retourner à Phnom-Penh, via Pékin, par le courrier de la ligne chinoise (CAAC).

Parmi les partants figurent des étudiants et des travailleurs et même d'anciens fonctionnaires du régime fantoche du maréchal Lon Nol, qui ont exprimé le souhait de rentrer au pays.

LE GOUVERNEMENT SE PRÉPARE CONTRE LES MASSES POPULAIRES

Expérimentation de nouveau matériel par les CRS d'Agen

Les CRS d'Agen suivent actuellement un entraînement spécial et expérimental pour lutter contre les prises d'otages et les manifestations de rues. 124 d'entre eux se sont installés à Lavardac (Lot-et-Garonne) pour se recycler et en même temps tester un nouveau matériel.

Des magistrats, des fonctionnaires de l'administration préfectorale et de la police nationale étudient avec eux à cette occasion les méthodes de maintien de l'ordre dans la rue tant sur le plan juridique, administratif que purement technique.

Peu d'informations ont filtré sur le nouveau matériel mis à la disposition des CRS. Mais il semble qu'il soit avant tout adapté au «combat éloigné».

Toujours des hausses... La «Gauloise» à 2 F

Les tabacs et les cigarettes vont augmenter au mois de janvier 1976.

Le prix du paquet de Gauloises passerait de 1,70 F à 2 F, et celui des Gitanes blanches de 2,20 F à 2,50 F. Ces deux catégories de cigarettes représentent près de 75 % des ventes dans les débits (plus de 50 % pour les Gauloises et plus de 20 % pour les Gitanes).

BORDEAUX : NOUVELLE UTILISATION DE LA LOI SCÉLÉRATE «ANTICASSEURS» CONTRE LES PAYSANS

Deux responsables de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA), M. Dutruch et Mme Trolliet, ainsi qu'un autre agriculteur, M. Gourgues, viennent d'être frappés par l'État capitaliste au nom de la loi anticasseurs.

Invoquant cette loi scélérate et fascisante, le tribunal de grande instance de Bordeaux les a en effet condamnés à deux mois de prison avec sursis pour avoir manifesté le 3 avril dernier à Langon (Gironde) :pour imposer leurs justes revendications les paysans avaient alors établi deux barrages routiers et coupé la voie ferrée Bordeaux-Marseille.

Une nouvelle fois l'État bourgeois vient de démontrer que la loi«anticasseurs»n'est pas dirigée contre «quelques éléments gauchistes» comme la propagande réactionnaire a voulu le faire croire mais bien contre tous les ouvriers et paysans.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975